



Du volontarisme pour lutter contre le décrochage scolaire

En visite sur l'île pour la rentrée, c'est un Jean-Michel Blanquer très volontariste qui a présenté les nouveaux dispositifs pour la reprise des cours. Des dispositifs dont la réussite est attendue pour inverser les chiffres de l'illettrisme et du décrochage scolaire élevés localement.

Devant les grilles du rectorat, sous le ciel maussade de l'après-midi d'hier, une maigre poignée de syndicalistes enseignants tend leurs panneaux vers Jean-Michel Blanquer. Pas sûr que de sa voiture qui s'engouffre dans le bâtiment, le ministre de l'Éducation nationale du gouvernement Macron aperçoive leurs messages de revendication. En tiendrait-il seulement compte, cela reste à voir. Car pour l'ancien recteur nommé ministre en mai dernier, optimisme et volontarisme sont deux ritournelles à la mode en cette veille de rentrée scolaire.

« Il faut se concentrer sur ce qu'il y a de positif et pas sur les difficultés pour préparer la rentrée. Les problèmes sont dans les têtes et pas uniquement d'ordre matériel, insiste Jean-Michel Blanquer dans son discours au rectorat. C'est une manière de se projeter vers le futur. Et en tant qu'éducateur, c'est aussi notre mission d'y travailler auprès des élèves. »

Un message en direction des enseignants mais aussi des maires réunionnais qui ont reporté la reprise des cours dans la plupart des communes de l'île à mardi prochain mais qui vise surtout à valoriser sa grande réforme, la classe de cours préparatoire (CP) à 12 élèves dans les zones d'éducation prioritaires REP +.

Pour le ministre, le CP à 12 est au cœur de la réussite à venir des élèves réunionnais les plus susceptibles d'être touchés par le décrochage scolaire.

« En divisant par deux le nombre d'élèves dans ces classes, nous luttons plus facilement contre l'illettrisme en se concentrant sur l'école

primaire. » Alors que 282 classes devraient être concernées à la rentrée, la réalité réunionnaise appelle à un succès de ce dispositif pour les années à venir au vu de ses caractéristiques spécifiques.

Un chantier d'ampleur

Sur l'île, le taux d'illettrisme culmine à 22,6% chez les 16-65 ans ayant fréquenté les bancs de l'école, selon les chiffres de l'Insee de 2011.

À titre de comparaison, à la même époque, elle n'est que de 7% en métropole. Des chiffres qui à eux seuls résument l'ampleur du chantier sur l'île. Un travail en direction des élèves les plus en difficulté que le ministre souhaite compléter via un autre dispositif qu'il estime novateur: les devoirs faits à l'école. En créant des études surveillées pour les élèves dans leurs établissements dès la prochaine rentrée, les inégalités entre familles seraient théoriquement atténuées.

Une innovation qui pourtant ne convainc pas encore totalement les enseignants. *« Le cœur de l'enseignement vient des cours, martèle Sonia Delrieu, secrétaire général du Saiper. Si l'élève a suivi en classe, les devoirs à faire sont dispensables. »*

Au-delà de l'approche théorique, se pose encore et toujours la question de sa mise en œuvre pratique. Si des enseignants payés en heures supplémentaires et des assistants d'éducation devraient encadrer ces études dirigées, avec

► 18 août 2017



Pour Jean Michel Blanquer, les solutions en milieu scolaire passent par une vision optimiste de l'avenir.
(Photo Philippe Chan Cheung)

cette réforme pointe le sujet des moyens dévolus à l'éducation à La Réunion.

Des moyens qui passent aussi par l'utilisation des emplois aidés dans les établissements scolaires. Des emplois que Jean-Michel Blanquer appelle à une évolution. *«Il faut une nouvelle vision sur les emplois aidés. Avec davantage de formations les concernant. L'exemple des Accompagnants des élèves en situation de handicap (AESH) avec une mission très précise est à cet égard exemplaire.»*

Pour que cette évolution sur-

viennne toutefois, une condition indispensable est requise. Celle de pérenniser davantage ces emplois particulièrement précaires.

À défaut de moyens supplémentaires pour les contrats aidés mais aussi pour l'ensemble des dispositifs pédagogiques présentés lors de cette rentrée par Jean-Michel Blanquer, faire baisser radicalement les chiffres de décrochage scolaire sur l'île pourraient s'avérer très compliqué. Optimisme de bon aloi de sa part ou pas.

François BENITO



La rentrée est reportée dans la plupart des communes de l'île.

Une visite sous le signe de l'optimisme

Le message a été martelé toute la matinée. « *L'important est de voir tout ce qui va bien* », a indiqué Jean-Michel Blanquer lors de son arrivée au lycée de Bellepierre.

Malgré l'optimisme affiché, le ministre de l'Éducation nationale n'a pourtant pas échappé aux sujets qui fâchent, le principal restant celui des contrats aidés, après le comité d'accueil composé des associations d'emplois verts à l'aéroport. Jean-Michel Blanquer a promis qu'il sera à l'écoute des maires, qui revendiquent, eux, plus de contrats aidés dans les écoles, motif de report de la rentrée à mardi dans 18 des 24 communes de l'île, mais aussi des associations d'emplois verts, qui ne relèvent toutefois pas de sa compétence.

Au lycée de Bellepierre, le locataire de la rue de Grenelle a rencontré deux classes d'étudiants de classe préparatoire aux grandes écoles, qui effectuaient leur rentrée. Jean-Michel Blanquer a invité ces étudiants, « *futures élites* » du pays, à se préparer pour « *faire tourner le bateau France* ». Mais il a aussi porté le « *message présidentiel* ». « *Il y a des difficultés, financières en particulier, a concédé celui qui s'est fait le porte-parole de son gouvernement, comme l'a souhaité d'ailleurs Emmanuel Macron. Mais il y a une vision, portée par le président et le Premier ministre, un projet de transformation politique et économique du pays* ».



Rencontre avec de nouveaux étudiants de classe préparatoire au lycée de Bellepierre (Photo Philippe Chan Cheung)

Le ministre a aussi appelé les élèves à se saisir des « *possibilités de transformation* » que représentent la révolution numérique ou la transition écologique.

Les contrats des lycées renouvelés

Interrogé sur des annonces supplémentaires sur le volume des emplois aidés, Jean-Michel Blanquer a de nouveau répondu qu'il ne voulait pas « *se focali-*

ser » sur ce problème, bien qu'il en reconnaisse l'importance. « *Je veux aussi parler de la réussite des élèves* », souligne celui qui a choisi de passer par le lycée de Bellepierre qui propose des parcours personnalisés à ses élèves.

Dans l'établissement, après avoir été accueilli par la chorale de lycéens et rencontré les étudiants de « *prépa* », le ministre s'est aussi entretenu à huis clos avec des enseignants.

En outre, les lycées fonctionnent

aux aussi avec des emplois aidés. Mais leur renouvellement ne pose pas de problèmes selon le président de Région, Didier Robert, qui faisait partie de la délégation. Sur les 250 contrats affectés au lycée de l'île, environ la moitié (120) sera renouvelée comme prévu en septembre. « *Cela n'empêche pas ma solidarité totale avec les associations d'emplois verts, dont le financement dépend en partie de la Région* », a glissé Didier Robert.

S.F.

Programme d'investissement avenir : un dispositif « par et pour les jeunes »

Près de 60% de chômage chez les 18-25 ans, un nombre élevé de jeunes ayant décroché du système scolaire et universitaire, des difficultés d'insertion y compris chez les diplômés, un taux d'illettrisme très important y compris chez les moins âgés... Dans ce sombre tableau, le ministère, en recherche de messages positifs à mettre en avant, est passé hier par les locaux du Crij pour y découvrir le PIA.

Nouveau dispositif, le programme d'investissement avenir jeunesse se veut élaboré « par et pour les jeunes ».

Quatorze actions concrètes

« Il vise en priorité à apporter des solutions aux jeunes les plus éloignés de l'emploi et à redonner confiance dans leur avenir aux jeunes réunionnais de tous horizons », indique le Prodig, l'association qui le porte et qui est présidée par Nathalie Bassire, conseillère régionale et députée.

Le PIA s'organise autour de quatre axes, définis à partir de rencontres avec les jeunes concernés: « L'information et l'accès aux droits, la culture de l'initiative et l'esprit d'entreprendre, la valori-



Jean-Michel Blanquer dans les locaux du centre régional d'information jeunesse. (Photo Philippe Chan Cheung)

sation des compétences issues de l'éducation formelle et informelle, la mobilité locale et régionale ».

Sur cette base, quatorze actions concrètes doivent être réalisées sur trois ans (2017-2019), allant d'un portail d'information à destination des jeunes (portail jeunes

974), au lancement d'un « camion snack école » formant notamment les jeunes sous main de justice, en passant par la création d'un garage social ou de « séjours de remobilisation » dans les pays de la zone océan Indien.

S.F.



Velayoudom Marimoutou estime que les filières professionnelles sont un moyen de réussite pour les élèves réunionnais. (Photo Philippe Chan Cheung)

Le recteur s'engage pour la filière professionnelle

Parmi les nouveautés de la rentrée, l'académie insiste sur son soutien aux filières professionnelles sur l'île. Une volonté affichée de répondre à des besoins réels sur le marché de l'emploi local.

« Sur l'île, 40% des élèves de primaire vont faire leur rentrée dans les temps. Pour les autres les mairies ont opté pour un report, un choix que je regrette. » En préambule de sa conférence de presse de rentrée, Velayoudom Marimoutou revient sur la reprise des cours perturbés sur l'île par la crise autour des emplois aidés. Un commentaire qui ne l'empêche toutefois pas de se réjouir de la bonne santé du monde scolaire local.

Alors que 225 710 élèves s'apprêtent à retrouver les bancs de l'école dans les jours qui viennent, le rectorat insiste sur une des priorités qui l'habite. Celle de valoriser la filière professionnelle. Une filière qui passe notamment par la mise en place d'un dispositif d'excellence au lycée Roches Maigres à Saint-Louis. Il s'agit d'une ouverture vers l'Allemagne

via une section de type Abibac où les élèves suivent un double cursus franco-allemand avec deux diplômes à la clé. Une orientation internationale des études qui devrait être particulièrement porteuse en terme d'insertion professionnelle pour ceux qui en bénéficient.

Filière d'excellence

« Ce dispositif permet de répondre aux défis de notre temps, reprend le recteur. C'est une innovation pour cette rentrée qui est à suivre de près. » Outre le lycée Roches Maigres, qui a noué un partenariat avec un lycée berlinois dans lequel leurs élèves peuvent aller se former, 10 autres sections européennes en établissement professionnel existent actuellement sur l'île en anglais et en espagnol. Objectif affiché de ce soutien aux filières professionnelles: mieux répondre aux besoins locaux en matière d'emplois qui pourraient être dévolus à des élèves des filières professionnelles.

Plus globalement pour le rectorat, cet objectif d'amélioration de la réussite scolaire locale passe aussi par la poursuite du plan de déploiement de l'outil numérique dans les établissements scolaires de l'île, où 53 collèges et 59 écoles vont être équipés à la rentrée. Via ce plan, un meilleur accès à internet pourrait permettre aux élèves d'utiliser les nouveaux moyens numériques pour les aider dans leur parcours scolaire.

Par contre, si les filières professionnelles bénéficient d'une attention particulière, c'est moins le cas pour les décrocheurs scolaires. Alors qu'il existe déjà deux micro-lycées sur l'île, aucune autre ouverture n'est pour l'heure annoncée. Avec ce dispositif, les élèves qui ont interrompu leurs études au lycée peuvent reprendre les cours dans des conditions adaptées afin d'obtenir leur baccalauréat. Une piste que le rectorat pourrait envisager d'étendre dans les années à venir au vu des besoins sur l'île en ce domaine.

François BENITO



CONTRATS AIDÉS, RYTHMES SCOLAIRES, ASSISES DE L'OUTRE-MER

Les maires « attendent maintenant des actes »

Les maires espèrent que le ministre de l'Éducation nationale relaie leurs doléances auprès du gouvernement, sur les contrats aidés ou sur le retour à la semaine de quatre jours.

Nouveau rendez-vous en préfecture de l'Association des maires de La Réunion, qui commence à en avoir l'habitude. Sous l'égide de l'AMDR, les maires ont eux aussi rencontré le ministre de l'Éducation nationale hier après-midi.

La rentrée a été reportée dans 18 communes sur 24 à mardi prochain, les maires dénonçant un nombre insuffisant de contrats aidés ne permettant pas d'assurer la sécurité, l'hygiène et le bon fonctionnement en général des écoles.

L'annonce d'un quota supplémentaire la semaine dernière, bien qu'insuffisant selon les premiers magistrats des communes, a toutefois permis de débloquer la situation.



Outre la rentrée et les contrats aidés, l'entretien avec les maires a porté sur la semaine de quatre jours et les Assises de l'outre-mer.

Rythmes scolaires et assises

Le problème était bien sûr à l'ordre du jour de cette nouvelle réunion. L'AMDR ne s'attend pas à de nouvelles annonces en termes de nombre de contrats aidés, mais voulait que le ministre soit « la courroie de transmission » auprès du gouvernement de ce problème d'emplois aidés, qui concerne, outre les écoles, les associations

d'emplois verts, les collectivités, et bien d'autres secteurs.

« Nous avons trouvé un ministre à l'écoute, a résumé le président de l'AMDR, Stéphane Fouassin, en sortant de la réunion. Maintenant, nous attendons des actes ».

Après le refus du recteur d'accéder à leur requête dès cette rentrée, les maires espèrent notamment plus de souplesse sur le retour à la

semaine de quatre jours, peut-être pour la rentrée de janvier, ce qui permettrait de libérer du personnel. Mais ils veulent aussi des garanties sur les quotas de contrats aidés de 2018.

L'entretien a aussi porté sur les Assises de l'outre-mer, prévues à présent pour le mois d'octobre, après la période de réserve des élections sénatoriales. « Nous re-

mettrons dans ce cadre des Assises des propositions très concrètes », a indiqué Patrick Lebreton, qui faisait partie de la délégation avec également Jean-Claude Lacouture et Maurice Gironcel.

S.F.

DEVENEZ P

Le Crefom rencontre un conseiller du ministre



La délégation du Crefom Réunion conduite par Richel Sacri, délégué régional, avec trois membres du conseil d'administration (Gabriel Fontaine, Jean Claude Gatina et Faouzia Mroivilli) a été reçue hier par Thierry Ledroit. (Photo DR)

Une délégation du Crefom Réunion conduite par Richel Sacri, délégué régional, et de trois membres du conseil d'administration (Gabriel Fontaine, Jean Claude Gatina et Faouzia Mroivilli) a été reçue hier par Thierry Ledroit, conseiller de Jean-Michel Blanquer.

« Au cours de cette rencontre, la problématique des mutations des personnels enseignants et non enseignants a été longuement abordée. Les cas concrets de la situation de deux professeures des écoles dont les mutations sont actuellement bloquées par leurs académies de l'Hexagone ont servi d'illustration à la question de mutations des personnels du premier degré », a expliqué Richel Sacri, poursuivant: « Nous l'avons également sensibilisé sur la place de l'enseignement du créole à l'école à la réunion. »

Sur ces questions, le Crefom a rappelé l'urgence de mettre en place les critères du CIMM (Centre des intérêts moraux et

matériels) pour l'ensemble des personnels de l'Education nationale en rappelant que jusqu'ici seuls les personnels du second degré (professeurs, CPE notamment) pouvaient en bénéficier. Par ailleurs, les difficultés des Réunionnais lauréats aux concours à chaque rentrée scolaire ont été évoquées. Le Crefom a demandé une plus grande transparence du rectorat dans la gestion des postes restés vacants après les mouvements de mutations, afin de permettre aux néotitulaires de pouvoir rester dans leur académie d'origine.

Selon Richel Sacri « ces problématiques ont retenu toute l'attention de M. Ledroit, qui a indiqué que ces thématiques auront toute leur place aux prochaines Assises de l'outre-mer ». Et de se féliciter « de l'écoute attentive du conseiller du ministre de l'Education nationale lors de cette rencontre très constructive et des échanges fructueux qui ont été tenus. »

Les emplois verts se préparent à des coupes

Quotidien 18/08/2017

« Nous aurons des contrats, mais il va y avoir des baisses. On va pleurer des larmes de sang », lâche Brigitte Naze, présidente de la plateforme des associations d'emplois verts en sortant d'une réunion en préfecture.

Après avoir accueilli bruyamment Jean-Michel Blanquer à l'aéroport, la plateforme a elle aussi été reçue par un conseiller du ministre, bien que le sujet ne relève pas de l'Éducation nationale. Mais puisque la question des emplois aidés a agité la rentrée, les associations ont tenu à exposer leur problème propre, en espérant que le ministère de l'Éducation, déjà sensibilisé au sujet, le remonte au ministère du Travail et au gouvernement.



Les associations d'emplois verts s'attendent à une baisse du nombre de leurs contrats aidés. (Photo Philippe Chan Cheung)

« Sur le dos des plus pauvres »

Le dispositif piloté par la Région emploie cette année 1800 personnes en contrat aidé, et 200 encadrants. Beaucoup d'associations ont dû interrompre leur chantier, ne pouvant renouveler les contrats devant l'incertitude du quota du second semestre. Des interruptions qui commencent à se voir

sur certains sites, ont souligné les représentants d'associations présents devant la préfecture.

Pour le moment, dans le dossier à plusieurs branches des contrats aidés, priorité a été donnée à l'éducation et à la rentrée. Les annonces pour les autres secteurs d'activité se feront dans les jours prochains.

« Le gouvernement nous demande de faire le bilan, de remonter les besoins avant de revenir vers l'État et la Région », a indiqué de son côté Gérard Agathe, autre responsable de la plateforme. Les priorités restent l'éducation, l'urgence sanitaire et sociale, la lutte anti-vectorielle.

Mais toutes les associations d'emplois verts ne pourront être servies, souligne la plateforme qui s'est vue invitée au cours de l'entretien à « faire preuve d'intelligence collective ». « La ministre du Travail, qui n'a jamais été élue, veut gérer le dispositif des contrats aidés comme un chef d'entreprise, tonne Gérard Agathe. Elle veut faire des économies sur le dos des plus pauvres. À nous de lui montrer qui nous sommes ».

S.F

En bref

■ **Saint-Pierre: rentrée scolaire reportée dans les établissements privés.** Les élèves de l'école Notre-Dame-de-la-Providence et de Saint-Gabriel n'auront pas cours aujourd'hui. La rentrée est programmée pour le mardi 22 août aux horaires habituels. La rentrée des petites sections sera échelonnée sur l'établissement de Saint-Gabriel où le premier groupe fera sa rentrée le mardi 22 août et le jeudi 24 août 2017. Le second groupe retournera sur les bancs de l'école le vendredi 25 août et le lundi 28 août 2017.